



**AFRICAN  
DEPARTMENT**



# **Mobiliser le financement privé pour le développement**

**LE 30 SEPTEMBRE 2021**

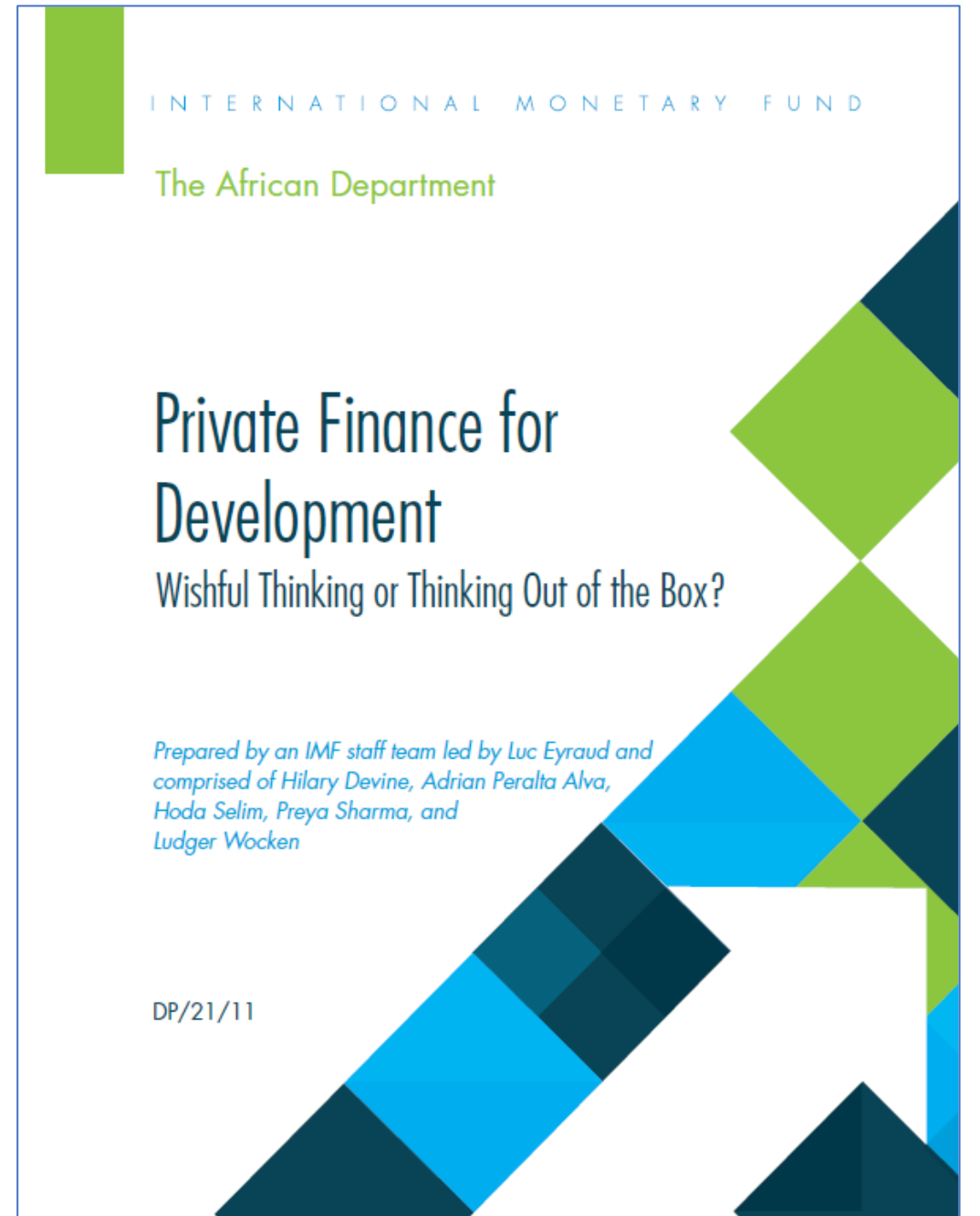
Luc Eyraud and Adrian Peralta (IMF)

# Introduction

- Des besoins de développement importants en Afrique. Ils risquent d'être encore plus importants après la pandémie de la Covid.
- Des ressources publiques limitées pour couvrir ces besoins.
- Le secteur privé est appelé à jouer un rôle plus important dans la réalisation des objectifs de développement, à la fois comme bailleur de fonds et comme prestataire de services.
- La participation du secteur privé est au cœur des paradigmes de croissance promus par le Pacte pour l'Afrique ainsi que par les institutions internationales.
- L'Afrique a pris du retard par rapport aux autres régions en matière de participation du secteur privé

# Introduction

- Présentation inspirée du document du FMI de 2021
- Le document traite des leviers politiques que les gouvernements peuvent utiliser pour attirer les investisseurs privés dans les secteurs du développement en Afrique subsaharienne.
- Il est principalement axé sur les moyens de mobiliser les financements internationaux.

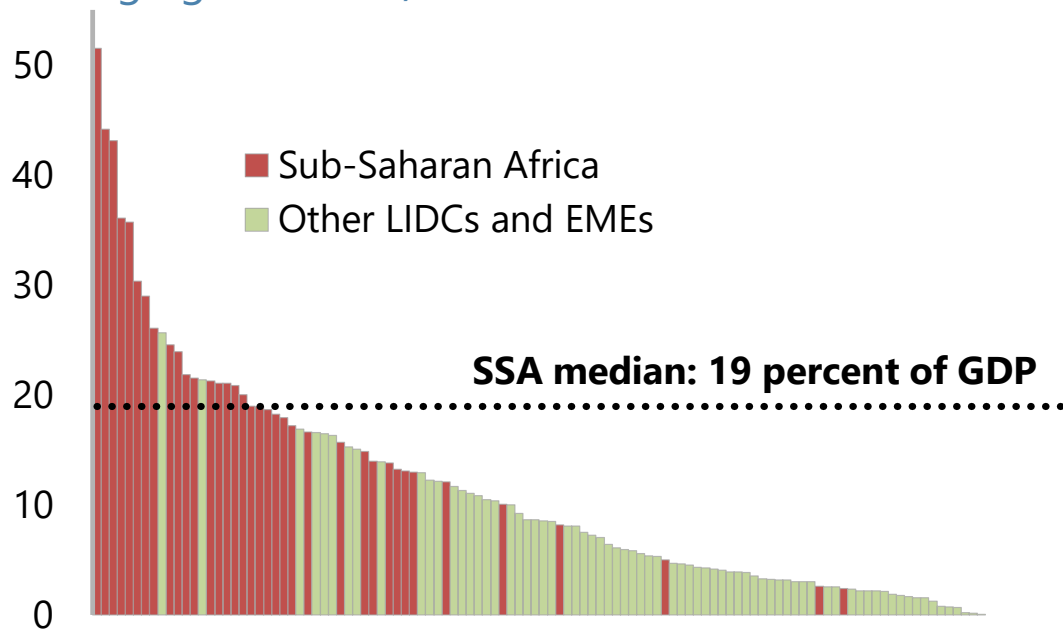


# **I. La nécessité de mobiliser davantage de financements privés en Afrique**

# Besoins supplémentaires au titre des ODD de 20 % du PIB par an dans les pays africains

## Additional Spending Needs in 2030 by Country

(percent of GDP; sample of low-income and emerging countries)



Source: Gaspar and others (2019).

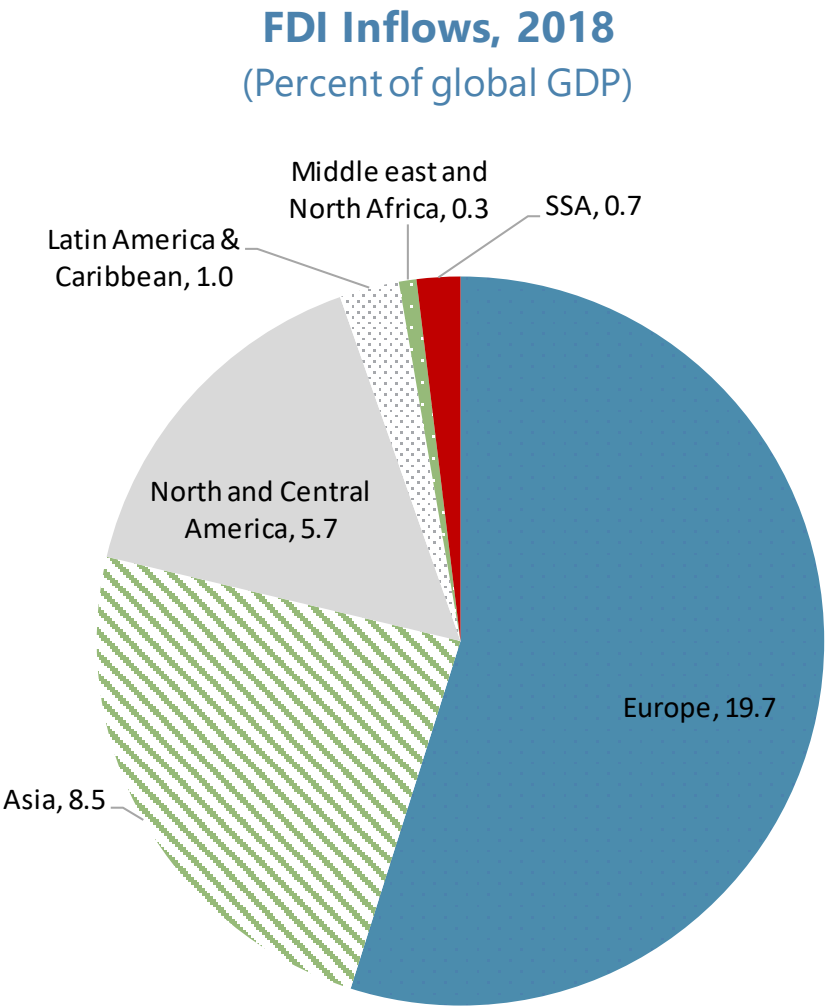
Notes: EMEs = emerging market economies; LIDCs = low-income developing countries; SSA= Sub-Saharan Africa.

- Cinq secteurs privilégiés: routes, électricité, eau, éducation et santé
- Les besoins sont calculés pour 2030 mais ils devraient être récurrents par la suite.
- Les besoins pourraient être couverts par des sources publiques et privées.

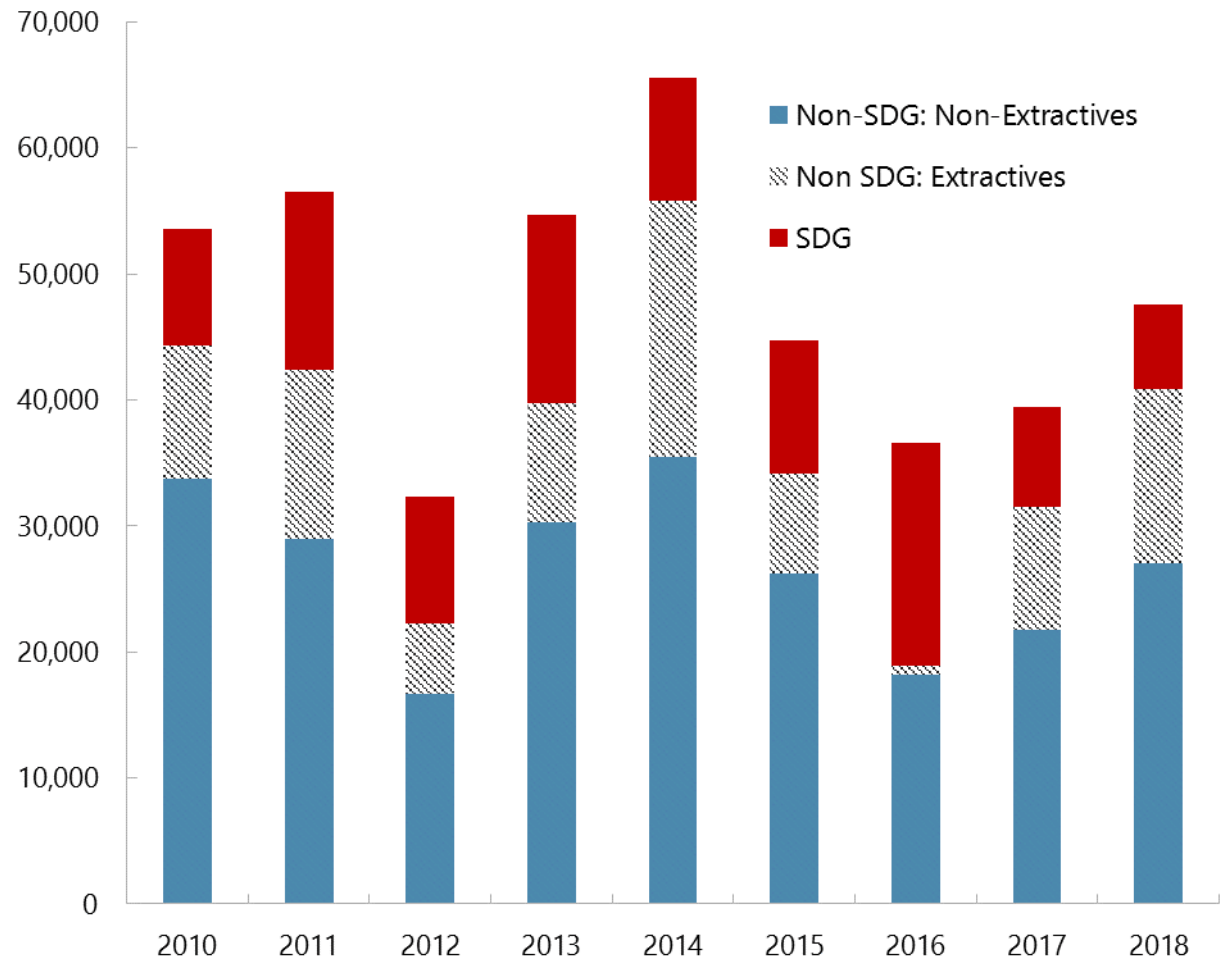
## Mobilisation de ressources supplémentaires auprès de toutes les parties prenantes

- Les pays africains disposent d'un important potentiel de mobilisation des recettes intérieures (3 à 7 % du PIB à moyen terme). L'espace budgétaire pourrait également être généré par des réformes visant à améliorer l'efficacité des dépenses.
- Si la communauté internationale atteint les objectifs fixés en matière d'aide au développement, l'augmentation de l'aide publique contribuerait de manière significative à la satisfaction des besoins de développement (par exemple, 4 à 5 % du PIB si l'Aide publique au développement (APD) atteignait 0,7 % du RNB).
- Le secteur privé a également un rôle clé à jouer. Les investisseurs privés pourraient apporter un financement supplémentaire équivalent à au moins 3 % du PIB aux projets de développement d'ici la fin de la décennie

# Les flux internationaux destinés à l'Afrique sont faibles et servent principalement à financer des secteurs non liés aux ODD



### Cross Border Investment in Sub-Saharan Africa (US Dollars Million)



Source: CDIS Database.

Sources: fDi Markets; and IFC staff calculations.

## **II. Les obstacles entravant une plus grande participation du secteur privé en Afrique**



# Qu'est-ce qui explique la réticence des investisseurs à venir en Afrique ?

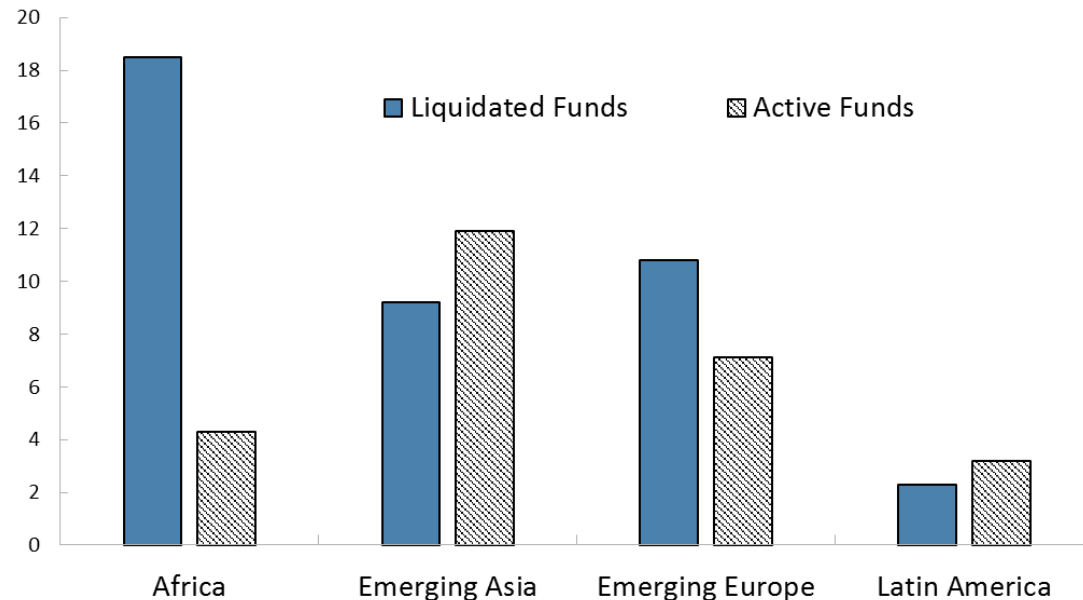


# Est-ce que les rendements des investissements ont trop diminué en Afrique ?

Le rendement des investissements furent élevés dans les années 2000...

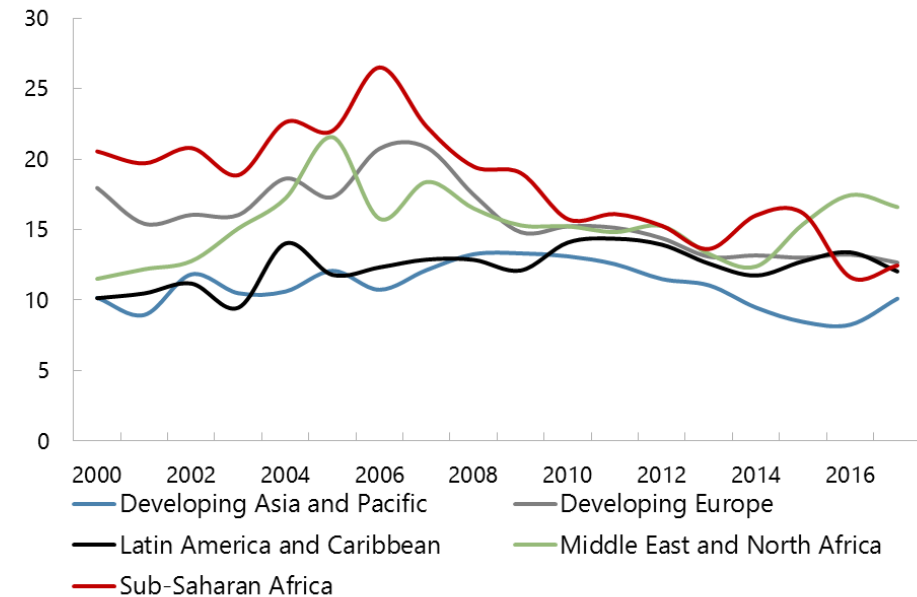
Mais a baissé ces dernières décennies

**Private Equity and Venture Capital Investment Level Returns by Region, as of 2017**  
(Net IRR, percent)



Source: Cambridge Associates; and IFC.

**Return on Equity**  
(Median, Percent)



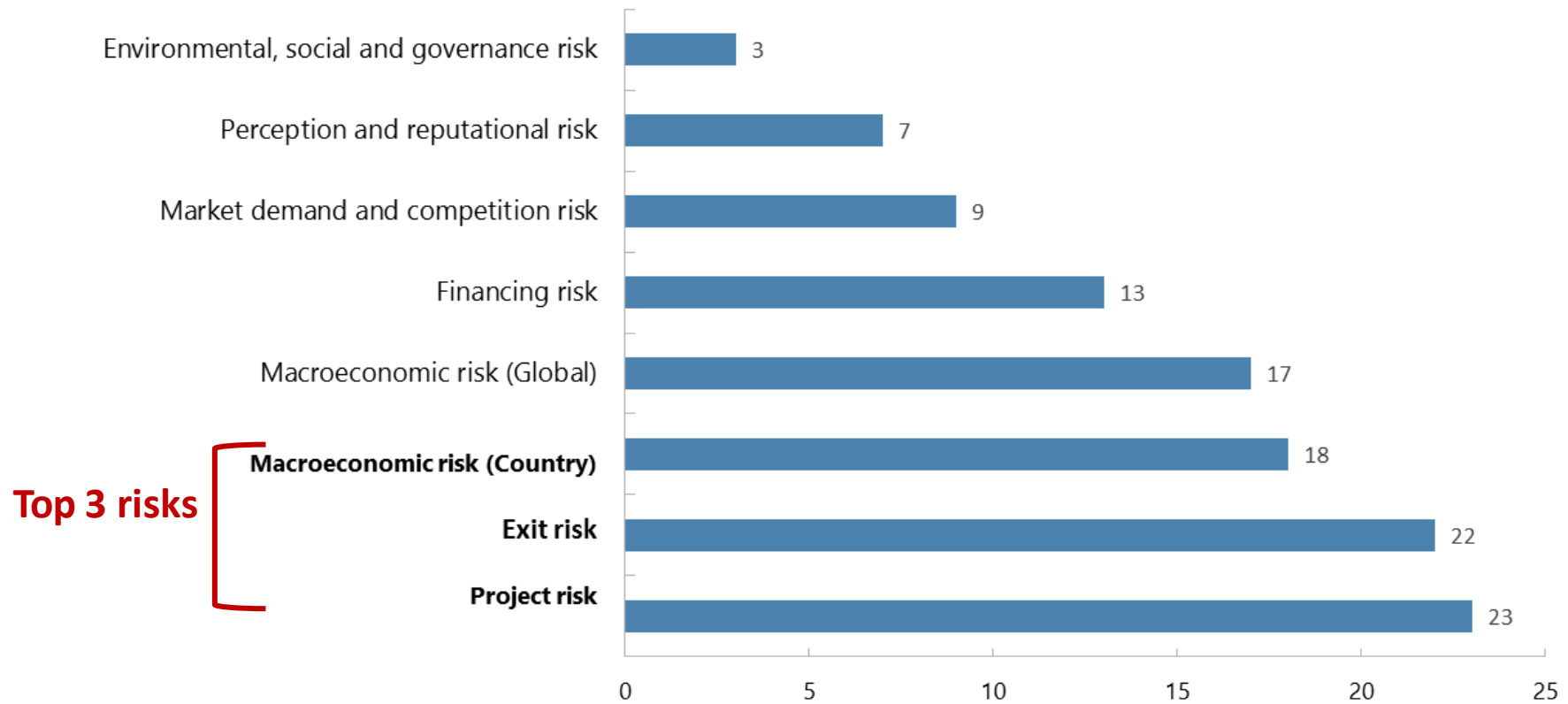
Sources: Orbis Van Djik Database; and IMF staff calculations.

Note: Observations , Developing Asia and Pacific 2465, Developing Europe 6668, Latin America and Caribbean 274, Middle East and North Africa 122 Sub-Saharan Africa 41.

# Quels sont les principaux risques ?

## Contributors of Risk to Impact Investment Portfolios

(Percent of global respondents indicating severe risk)



Source: Annual Impact Investor Survey 2020, GIIN.

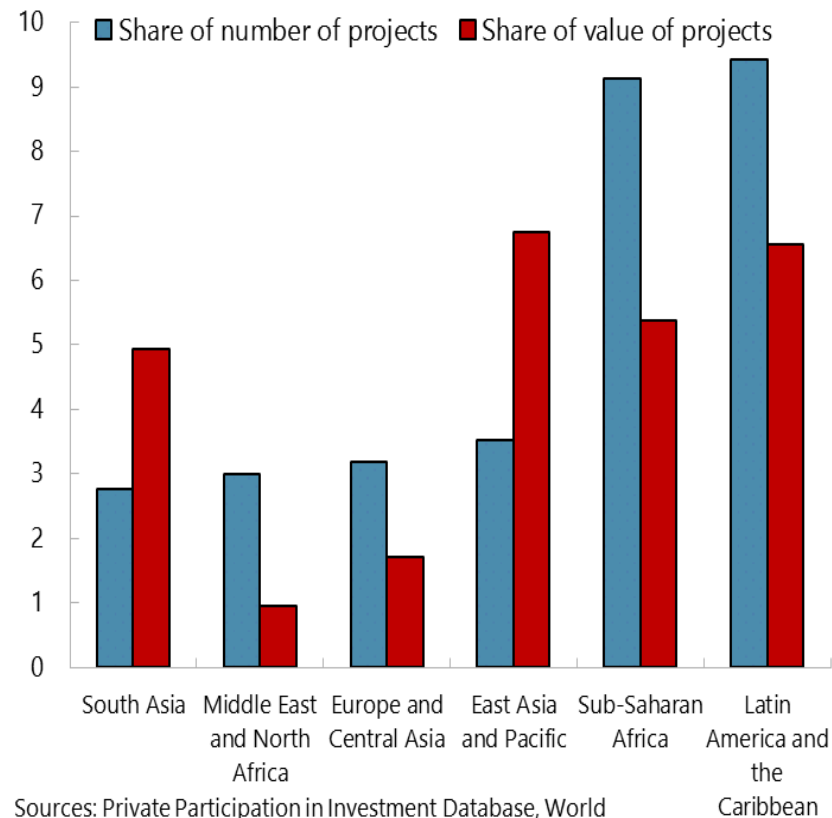
# Les investisseurs interrogés font état de trois risques importants

Elevated project failure,...

...high currency depreciation,...

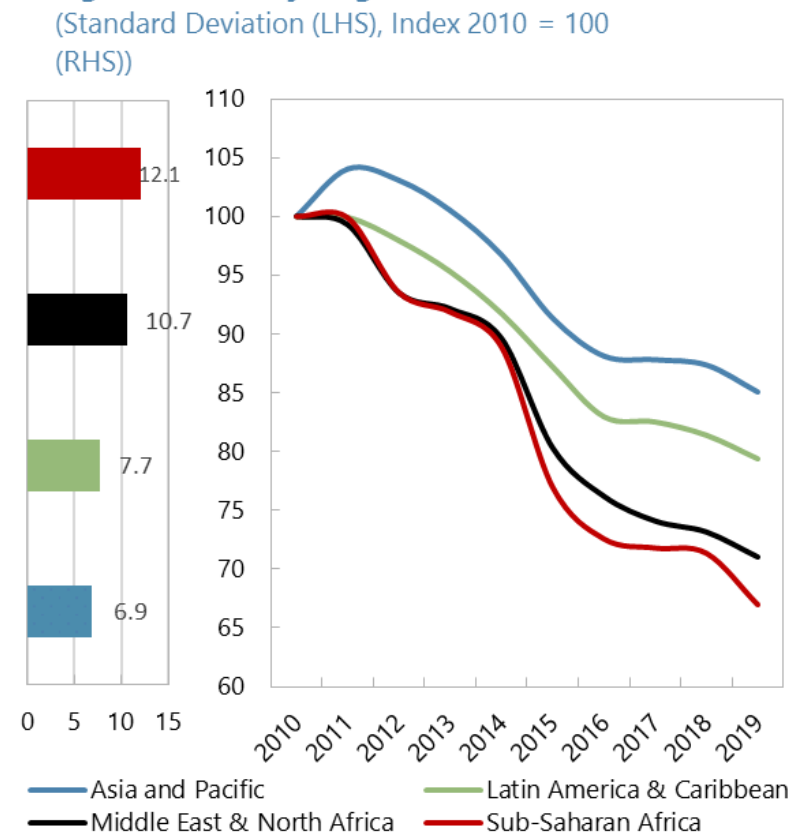
...and difficulties to divest

**Cancelled or Distressed PPP Investment, 1983-2020**  
(Percent)



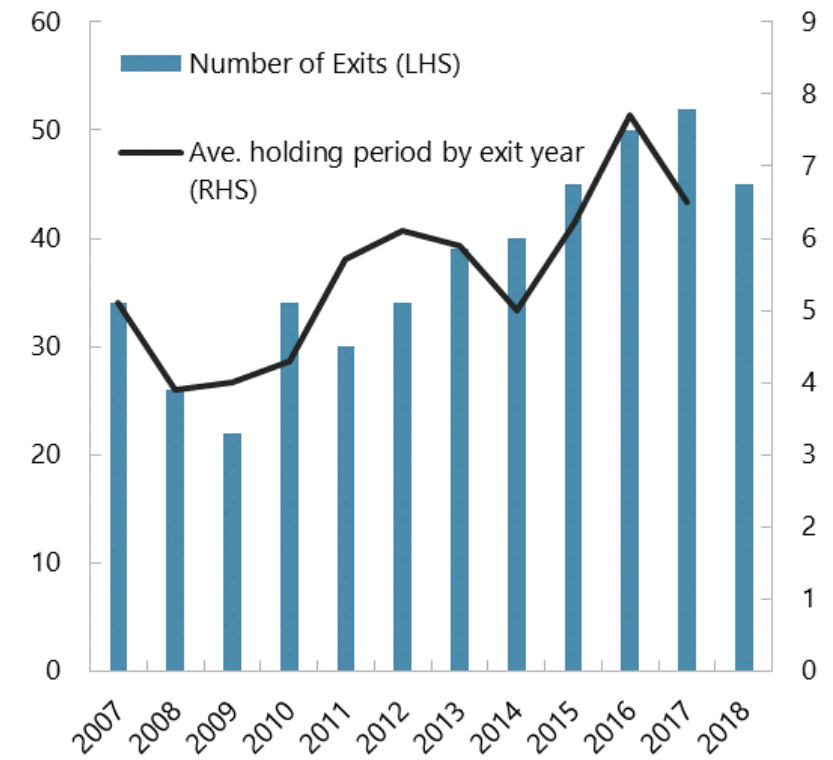
Sources: Private Participation in Investment Database, World Bank; IMF staff calculations.

**Exchange Rates Movements Against USD by Region, 2010-19**  
(Standard Deviation (LHS), Index 2010 = 100 (RHS))



Source: IMF WEO; and IMF staff

**Private Equity Exit Activity in Africa, 2007-18**



Sources: E&Y and AVCA (2018); and AVCA (2020b).

# **III. Création d'un environnement plus favorable au financement privé**

# Trois approches complémentaires

Traiter les  
risques pays

Politiques  
sectorielles  
mieux conçues

Incitations des  
pouvoirs  
publics

# 1. Aborder les risques nationaux

- Risque lié au projet : De nombreux projets ne sont pas perçus comme étant "prêts à être financés" en Afrique (c-à-d qu'ils ne sont pas bien conçus et avancés, financièrement viables, de taille adéquate...). Les mécanismes de préparation des projets peuvent contribuer à élargir la réserve de projets.
- Risque de change : Il pourrait être atténué par des politiques macroéconomiques prudentes, une bonne gestion des devises et des mécanismes de couverture.
- Risque de sortie : Peut être réduit par le développement du marché financier, une meilleure protection des droits des investisseurs et la suppression prudente de certaines restrictions relatives au compte de capital.





## 2. Perfectionner la conception des politiques sectorielles

- Mécanismes de fixation des prix permettant le recouvrement des coûts
- Réglementation offrant un cadre propice à l'activité du secteur privé (par exemple, libre accès au secteur de l'éducation).
- Une gouvernance transparente du secteur public lorsque le secteur privé travaille en étroite collaboration avec les entreprises publiques (par exemple, la distribution et la production d'électricité).
- Mise à disposition adéquate d'intrants complémentaires (par exemple, personnel qualifié).



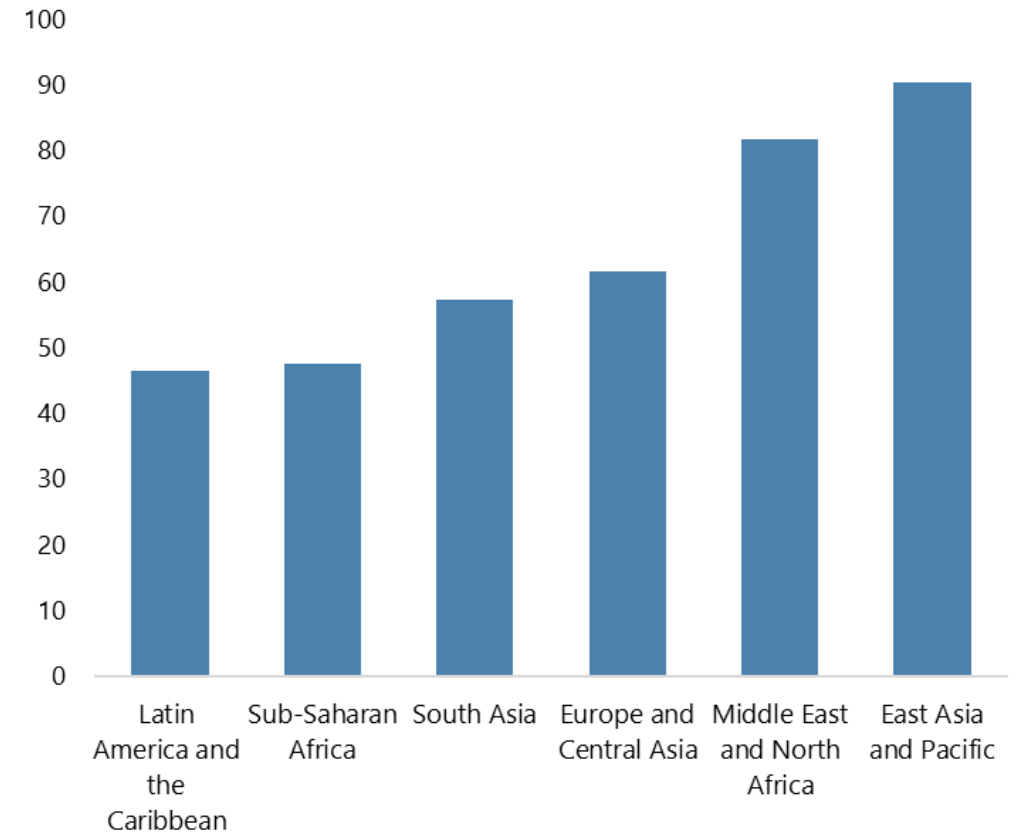


### 3. Offrir des incitations publiques appropriées

- L'amélioration de l'environnement commercial n'est que la première étape.
- La plupart des secteurs de développement présentent des caractéristiques qui entravent la participation du secteur privé (par exemple, coûts initiaux élevés/rendements peu élevés), des périodes de mise en œuvre prolongées, la nécessité de maintenir un accès universel...).
- Les incitations publiques sont souvent nécessaires pour attirer les investisseurs dans ces secteurs et garantir la réalisation des projets

#### Government Support to PPI Infrastructure Projects, 2011—20

(percent of total projects)



Sources: World Bank, PPI database; and IMF staff calculations.

### 3. Conception des incitations publiques

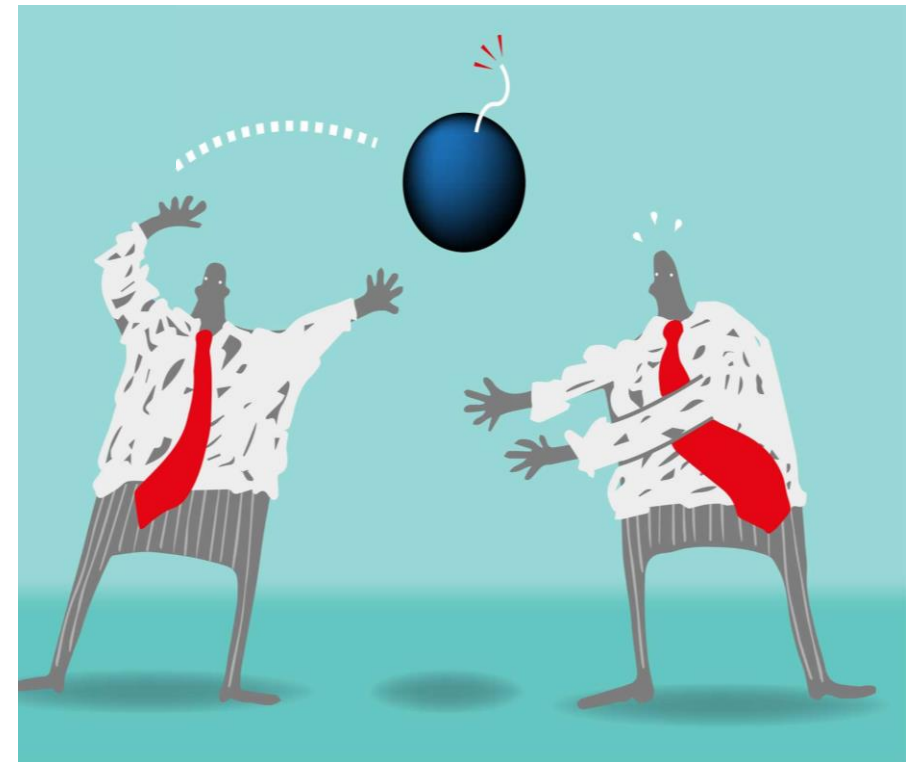
- Les incitations peuvent être coûteuses et risquées, comme le démontre l'expérience mitigée des PPP.
- Une conception soignée est essentielle
- Par exemple, les subventions sont souvent plus efficaces que les garanties : elles sont plus transparentes, présentent moins de risques budgétaires et sont moins susceptibles de fausser les incitations.
- Le défi consiste à attirer les investisseurs privés sans pour autant les surcompenser.

#### Bonnes pratiques

- Remédier aux défaillances flagrantes du marché
- Temporaire
- Transparent
- Afficher l'additionnalité
- Laisser suffisamment de risques aux parties privées
- Minimiser le risque de passif éventuel pour l'État

### 3. Dosage : une nouvelle approche des incitations publiques ?

- Transférer le coût des incitations publiques aux donateurs
- Il existe plusieurs mécanismes de dosage.
- Le nouveau paradigme est très prometteur
- Son extension peut poser des problèmes : fragmentation, complexité et manque de sensibilisation du public, risque de sursubventionner certains investisseurs privés tout en excluant d'autres du marché, manque de transparence



# Conclusion

# Principaux enseignements

- L'Afrique a besoin de plus de financement privé pour atteindre ses objectifs de développement. La dépendance exclusive à l'égard des investissements publics n'est pas viable
- Augmenter la contribution du financement privé à hauteur de 3 % du PIB d'ici la fin de la décennie est un objectif réaliste.
- Le principal problème tient au fait que les rendements ont diminué et que les risques restent élevés en Afrique.
- Les réformes de l'environnement commercial (préparation des projets, développement financier, réformes judiciaires) et les politiques sectorielles sont essentielles pour améliorer les rendements ajustés au risque.
- Des incitations publiques sont souvent nécessaires pour rendre les projets plus attrayants pour les investisseurs privés. Mais cela implique des coûts et des compromis, qui peuvent être atténués par une bonne conception des politiques.

# Le financement privé : un nouveau modèle pour tous les pays africains ?

- Le choix entre les approches de financement public et privé doit tenir compte de la situation des pays.
- Les économies à revenu intermédiaire dotées d'institutions relativement fortes et ayant accès au marché sont plus attrayantes pour les investisseurs internationaux et pourraient bénéficier davantage des programmes destinés à catalyser l'investissement privé.
- Les pays à faible revenu et les États fragiles sont de taille économique plus réduite et ont parfois une capacité étatique plus faible. Ils sont moins susceptibles d'attirer les investisseurs internationaux. Recueillir davantage d'aide publique et la canaliser vers les budgets gouvernementaux, tout en améliorant l'efficacité des dépenses publiques, peut être un moyen plus sûr et plus pragmatique d'investir dans les infrastructures.